

LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET L'ENGAGEMENT CIVIQUE EN RÉPUBLIQUE TCHÈQUE APRÈS 1989*

ONDŘEJ ČÍSAŘ ET KATEŘINA VRÁBLÍKOVÁ

Professeur associé, Département de science politique, Faculté des sciences sociales, Université Masaryk, Brno (cisar@fss.muni.cz)

Chercheur, Institut de recherche politique comparative, Faculté des sciences sociales, Université Masaryk, Brno (vrablisko@fss.muni.cz)

RÉSUMÉ : Cet article propose un panorama de l'évolution de la mobilisation politique en République tchèque depuis la chute du communisme. L'approche retenue est bidimensionnelle puisque cette mobilisation relève à la fois du militantisme organisé et de l'engagement individuel des citoyens, ce qu'illustrent des données empiriques tirées tant d'enquêtes comparatives internationales que d'entretiens et d'études réalisés par les auteurs. Depuis 1989, le militantisme s'est développé et ses différentes formes ont progressivement évolué. Afin de mieux saisir l'engagement politique et civique de la population tchèque, les formes d'action politique et sociale sont examinées à partir de données agrégées puis à l'échelle individuelle. Enfin, la République tchèque est comparée à trois démocraties plus anciennes : la Grande-Bretagne, la Suède et la France.

* Cet article est issu du projet de recherche « Les partis politiques et la représentation des intérêts dans les démocraties européennes aujourd'hui » (*Politické strany a reprezentace zájmů v soudobých evropských demokraciích* – code MSM0021622407) confié par le ministère de l'Éducation, de la jeunesse et des sports à la Faculté des sciences sociales de l'Université Masaryk de Brno (http://aplikace.msmt.cz/VedaAVyzkum/VZ/VZ2005/Kategorie_B.htm)

INTRODUCTION

Il est communément admis que toute démocratie stable ne peut exister en l'absence d'une société civile et d'un engagement civique de ses habitants. En Europe centrale et orientale, pour que soient créées les conditions adéquates, il a fallu attendre la chute des régimes communistes en 1989. En s'engageant dans un processus de démocratisation, les nouveaux régimes ont ouvert des possibilités d'action à un large spectre d'organisations de mouvement social (*social movement organizations*, SMO), d'organisations non gouvernementales (ONG) et de groupes d'intérêt. De même, après 1989, les citoyens centre-européens ont pu influencer le processus de décision politique. Dès ses prémices, la transition des systèmes non démocratiques s'est généralement accompagnée d'une mobilisation croissante des citoyens ; tel fut le cas, par exemple, de la Tchécoslovaquie où près des trois quarts de la population ont participé à la grève générale du 27 novembre 1989 et exprimé leur volonté de changement dans le sillage des manifestations qui avaient débuté le 17 novembre (Glenn, 2003, p. 112).

Près de vingt ans se sont écoulés depuis la « révolution de velours » et la République tchèque, issue en 1993 de la partition de la Tchécoslovaquie, est désormais considérée comme une démocratie consolidée. Quelles ont été, durant ces deux décennies postcommunistes, les caractéristiques essentielles de la société civile et de l'engagement civique ? Pour tenter de répondre à cette question, notre analyse portera sur les organisations de la société civile et l'engagement individuel des Tchèques. Le principal apport de cet article réside dans le rapprochement de ces deux champs alors que, jusqu'ici, les études sur la République tchèque se sont généralement limitées à l'un ou l'autre, sans jamais les traiter simultanément. De surcroît, lorsqu'elles s'interrogent sur l'organisation de la société civile, rares sont celles qui appréhendent cette société comme un tout ; l'essentiel de la littérature consiste en des études de cas d'organisations individuelles et/ou de mouvements militants (voir entre autres, Long, 1999 ; Flam, 2001 ; Bastl, 2001 ; Fagan, 2004 ; Hašková & Křížková, 2006 ; voir également Frič, 2001 qui, lui, fait exception). À la différence de ces travaux, nous proposons au lecteur une description analytique de la société civile tchèque en l'abordant sous l'angle des formes de mobilisation collectives et individuelles. Nous nous arrêterons sur les organisations de défense des droits politiques et sociaux qui ont structuré la société civile tchèque après 1989 puis étudierons l'engagement civique de la population tchèque dans son ensemble. En nous focalisant sur ces deux aspects de la mobilisation que sont les mouvements militants organisés et la participation individuelle des citoyens, nous tenterons de brosser un tableau aussi complet que possible de l'état de la mobilisation politique dans le pays. Dans la mesure où nous entendons proposer un panorama de la société civile tchèque, notre intention n'est pas d'analyser les différences qui existent entre les bran-

ches particulières du militantisme ou d'expliquer les modes d'engagement individuel observés.

Notre article se fonde sur plusieurs sources. L'analyse des organisations militantes à laquelle notre deuxième partie est consacrée exploite notre corpus de données sur l'action protestataire en République tchèque qui reflète la capacité de mobilisation des organisations issues de la société civile (voir Annexe 2). Les données qualitatives sont tirées d'entretiens semi-directifs que nous avons menés auprès de représentants de groupes de la société civile (Annexe 1) et de sources de seconde main. Dans la partie suivante, qui a pour objet l'engagement civique, les données sont tirées du Programme international d'enquêtes sociales (ISSP) 2004, « Citoyenneté » (voir *infra*) ainsi que de sources secondaires.

1. QUELQUES CONSIDÉRATIONS SUR LA SOCIÉTÉ CIVILE ET L'ENGAGEMENT CIVIQUE

Bien des aspects de l'engagement civique, de la société civile et de la mobilisation politique peuvent susciter l'intérêt de la communauté scientifique. Afin de faire un inventaire aussi exhaustif que possible des formes de mobilisation en République tchèque, nous en explorerons deux aspects : le militantisme organisé et la participation ou l'engagement (nous utilisons ici les deux termes indifféremment) individuel des citoyens ; leur analyse simultanée est indispensable car ils représentent les deux faces de la mobilisation politique (Petrova & Tarrow, 2007 ; Cisar, 2008). Jusqu'ici, la recherche sur les organisations militantes de la société civile et sur l'engagement civique a, comme nous l'avons dit, été scindée en deux domaines, d'une part, l'étude de la société civile et des mouvements sociaux et, de l'autre, celle de la participation politique.

Pour résumer brièvement, le militantisme organisé s'appuie sur l'infrastructure de la société civile, *i.e.* les groupes de défense des droits et les organisations indépendantes tant de l'État que du secteur privé. Dans le même temps, l'État et ses institutions forment le contexte du militantisme politique dans lequel les organisations militantes jouissent d'un ensemble de possibilités mais sont aussi soumises à des contraintes. En d'autres termes, elles sont en interaction avec ce que l'on appelle une « structure d'opportunité politique » (Tarrow, 1989 ; Tilly 1995 ; Tilly & Tarrow 2007). En outre, bien que la mobilisation politique ne puisse généralement être pensée sans la participation des individus, l'état de la société civile ne reflète pas toujours le niveau de participation individuelle et vice versa. Dans certaines conditions, les deux aspects peuvent différer en termes de mobilisation : il peut y avoir militantisme sans participation et, inversement, participation sans militantisme.

Commençons par définir quelques concepts. Par *société civile*, l'on entend toutes sortes d'organisations et de groupes intermédiaires relativement indépendants à la fois de l'État et des intérêts des entreprises privées (Habermas, 1996 ; Ekiert & Kubik, 2001, pp. 83-84). Ce concept recouvre le militantisme politique organisé et son infrastructure organisationnelle. *L'engagement civique* se rapporte aux activités des simples citoyens dans l'espace social et politique, les engagements civique et politique formant deux catégories distinctes. Le premier comprend toutes les activités de membres d'associations ou de mouvements sociaux, adhésion et engagement allant souvent de pair (Howard, 2003). La *participation politique*, quant à elle, inclut toute action individuelle visant à influencer les choix politiques, notamment le partage des normes et la répartition des biens sociaux (Teorell *et al.*, 2007, p. 336 ; Rosenstone & Hansen, 2003, p. 4). Compte tenu de notre centre d'intérêt ici, nous laisserons de côté le comportement électoral. En somme, si l'engagement civique relève des activités civiques et politiques des citoyens, la société civile renvoie à l'action des organisations militantes.

Après 1989, en Europe centrale, la mobilisation politique est traversée par deux tendances contradictoires. D'une part, un militantisme politique relativement efficace a émergé en s'appuyant sur des sociétés civiles qui ont su édifier une infrastructure organisationnelle suffisamment solide dans nombre de pays centre-européens, dont la République tchèque (Toepler & Salamon, 2003). À cet égard, les études disponibles témoignent d'une hausse impressionnante du nombre des ONG en Europe centrale, certaines étant devenues de véritables groupes de défense des droits susceptibles d'influencer les décisions politiques à un niveau national, supranational voire même, parfois, transnational (USAID, 2006 ; Toepler & Salamon, 2003 ; Čisař, 2004 ; Petrova & Tarrow, 2007).

D'autre part, depuis le début des années 1990, l'engagement civique a connu un déclin notable. Une fois libres de s'engager politiquement, les citoyens à qui le régime communiste avait imposé une participation « forcée » se sont, finalement, peu investis dans la politique. Au contraire, ils ont plutôt vu dans cette liberté nouvellement acquise celle de ne pas participer (Letki, 2003 ; Barnes, 2006 ; Howard, 2003). En règle générale, l'engagement politique individuel s'est affaibli dans les pays postcommunistes (Bernhagen & Marsh, 2007 ; Barnes, 2006) et le nombre d'adhésions à des organisations y est très inférieur à celui relevé dans les anciennes démocraties (Howard, 2003) ; certains auteurs avancent même que les Européens de l'Est ont fait preuve d'une apathie politique généralisée (Mischler & Rose, 1997). Nous traiterons de ce phénomène plus précisément dans notre troisième partie qui a pour objet l'engagement civique et politique en République tchèque après la chute du communisme.

2. LA SOCIÉTÉ CIVILE EN RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

La société civile est composée d'un grand nombre de groupes d'intérêt, d'associations, d'ONG et d'organisations de mouvement social (SMO¹) qui, après 1989, se sont multipliés : en 1990, il en existait environ 4 000 et, à la fin de 2006, près de 95 000 avaient été enregistrés (USAID, 2006). Quels étaient, au milieu des années 1990, les domaines d'activité de ces représentants de la société civile ? Comme le montre le Tableau 1, le sport, la culture et les loisirs prédominaient alors que l'éducation, la santé et les services sociaux étaient nettement moins représentés. Signalons que l'ordre était exactement inverse dans les pays ouest-européens. L'on peut y voir un héritage du régime communiste dans la mesure où celui-ci n'autorisait que les activités civiques politiquement inoffensives à ses yeux, telles que les loisirs, alors qu'il contrôlait les secteurs de l'éducation, de la santé et des services sociaux (Frič & Šilhánová, 2001, p. 27). Quant aux organisations de défense des droits, qui n'existaient pas avant la chute du communisme, elles étaient déjà assez nombreuses au milieu des années 1990.

TABLEAU 1
Domaines d'activité des ONG, 1995-1996 (en %)

Domaines	Europe centrale et orientale	République tchèque
1. Sport, culture et loisirs	35	31
2. Éducation	18	15
3. Services sociaux	12	11
4. Syndicats et associations professionnelles	11	12
5. Santé	8	14
6. Développement	6	7
7. Environnement et défense des droits	6	7
8. Autres	4	3

Sources : TOEPLER & SALAMON, 2003, p. 370 ; FRIČ *et al.*, 1999, p. 293.

L'hétérogénéité des organisations non gouvernementales, dont le spectre va des associations sportives aux syndicats ou aux organisations écologiques affichant leur orientation politique, est patente. Tandis que les premières assurent un service à leurs membres, les secondes ont pour but d'inciter le gouvernement à changer de politique en mobilisant les citoyens par le biais de pétitions, d'événements ou de manifestations. Les ONG sont ainsi classées en deux catégories : les pourvoyeuses de services et les groupes militants, lesquels entendent défendre les droits et les intérêts de différents groupes sociaux, « aider le public à comprendre ce qui est en jeu et influencer les choix politiques du gouvernement » (Flam *et al.*, 2001, p. 5 ; Frič & Šilhánová, 2001). Les groupes de défense politiquement

1. Cet acronyme sera systématiquement utilisé dans le reste du texte.

orientés, qui nous intéressent ici au premier chef, ont développé une capacité d'organisation et de pression assez efficace comme le confirme l'indice de durabilité des ONG². Publié chaque année par l'United States Agency for International Development (USAID), il mesure l'état du secteur des ONG dans les pays postcommunistes selon une échelle de 1 à 7, du plus sous-développé (7) au très développé (1). En 2006, la moyenne de la République tchèque, constamment classée parmi les pays ayant une structure hautement développée de la société civile, atteignait 2,7 (USAID, 2006 ; Petrova & Tarrow, 2007).

2.1. LA SOCIÉTÉ CIVILE NAISSANTE

Dans les années qui ont suivi la chute du communisme, le nouveau régime s'est montré relativement ouvert aux organisations de la société civile mais leur manque de savoir-faire ne leur a guère permis d'en tirer parti (Fagin, 2000 ; Stulík, 2006). La nomination de V. Klaus au poste de Premier ministre en 1992 marque la fin de cette première période, à laquelle succède une phase caractérisée par l'hostilité du gouvernement à l'encontre de la société civile et du secteur associatif. Néanmoins, selon une étude de la Johns Hopkins University (Frič & Rochdi, 2001), l'État a continué de soutenir les ONG, le montant de son aide s'accroissant jusqu'en 1997. Cette étude fait également ressortir un problème de fond, à savoir le refus du gouvernement de reconnaître une fonction politique aux ONG (Frič, 2001). Si l'État acceptait les associations offrant des services, il était hostile aux SMO (à l'exception des organisations syndicales).

Alors que sous le gouvernement Klaus, les organisations de défense des droits ne parvenaient pas à accéder à la sphère politique, en 1998, l'arrivée des sociaux-démocrates au pouvoir a changé la donne. En effet, au-delà du renforcement attendu des syndicats, notamment du plus important d'entre eux, la Confédération tchéco-morave des syndicats (*Českomoravská konfederace odborových svazů*), auquel le nouveau gouvernement était idéologiquement et personnellement lié, l'alternance a favorisé l'ouverture progressive de la scène politique à d'autres groupes militants (Fagin, 2000 ; Hašková & Křížková, 2006). À la fin des années 1990, au lieu de les tenir pour des adversaires, l'appareil d'État a commencé à les considérer comme de possibles partenaires aptes à contribuer à l'élaboration de sa politique.

2. L'indice de durabilité d'USAID mesure sept paramètres du secteur des ONG : l'environnement juridique, la capacité d'organisation, la viabilité financière, la défense des droits politiques et sociaux, le service assuré, l'infrastructure des ONG et leur image dans la population. En règle générale, le paramètre « défense des droits », qui nous intéresse ici, traduit « la capacité d'influence des ONG sur la politique de l'État ». Il sert à analyser « la prévalence de la défense des droits dans différents secteurs et à différents niveaux de l'État ainsi que dans le secteur privé » et estime « dans quelle mesure des coalitions d'ONG se forment autour d'une question donnée (...) et si elles contrôlent les plateformes de partis politiques et l'activité du gouvernement » (USAID, 2005 ; 2006).

L'évolution de son comportement envers la société civile doit sans doute beaucoup à la réforme du Conseil des fondations (*Rada pro nadace*). Créée en 1992, cette instance de consultation et de coordination dans le domaine des relations entre l'État et les ONG n'est réellement entrée en fonction qu'à partir de 1998 sous la forme de l'actuel Conseil national pour les ONG à but non lucratif (*Rada vlády pro nestátní neziskové organizace* – RNNO) (Müller, 2002). À l'époque de Klaus, ce Conseil était resté pratiquement inactif tout comme le Fonds d'investissement des associations (*Nadační investiční fond* – NIF) dont il était chargé de contrôler les dépenses. Créé en 1993, ce dernier percevait 1 % des recettes de la privatisation, censées financer l'aide aux ONG. Cependant, il ne passa à l'acte qu'en 1999 et subventionna au fil des ans des fondations préalablement sélectionnées, contribuant ainsi à consolider financièrement la société civile (Müller, 2002 ; Rada, 2002-2006).

Les relations entre l'État et la société civile n'auraient pu évoluer avec une telle rapidité si les institutions politiques tchèques n'avaient pas elles-mêmes, autre transformation majeure, été « européanisées » lors du processus d'adhésion à l'Union européenne (Grabbe, 2003). Le « principe du partenariat » entre l'État et les citoyens, prôné avec insistance par l'UE, s'est concrétisé par le dialogue que les autorités tchèques ont entamé avec les représentants de la société civile (Stulík, 2007). De même, les programmes et les conditions posées par l'UE ont légitimé aux yeux des élites politiques nationales les revendications d'un grand nombre de groupes militants qui, autrement, n'auraient pas été perçus comme relevant du politique (Císař, 2008). Cela fut singulièrement le cas des groupes qui combattaient les discriminations tels que les organisations pour les droits des femmes (Císař & Vráblíková, 2007), des Roms (Vermeersch, 2006) et des homosexuels (Baršová, 2002). L'influence de l'UE a également été déterminante pour le Mouvement de protection de l'environnement (Fagan, 2004, 2005) et les groupes de lutte contre la corruption (Císař, 2004) qui ont été associés, comme les autres SMO, à l'élaboration de la politique nationale. Grâce à l'UE, ces mouvements ont été reconnus comme des acteurs à part entière de la vie politique. Pendant les années 1990, l'UE a ainsi joué le rôle d'une « agence de certification » (Tilly & Tarrow, 2007) qui déterminait quelles revendications politiques étaient justifiées. Par exemple, les mouvements féministes n'ont pu accéder à la scène politique que grâce aux pressions exercées par le principal acteur extérieur à la région – l'UE – sur une structure d'opportunité politique nationale tendant à se replier sur elle-même (Císař & Vráblíková, 2007)³.

3. Le gouvernement tchèque a commencé par prendre en considération la question des femmes après la création, en septembre 1997, de la Commission interministérielle pour l'égalité des sexes (*Meziresortní komise pro rovné příležitosti mužů a žen*) (Marksová-Tominová, 1999). Au début de 1998, le ministère du Travail et des affaires sociales a été chargé de

En favorisant l'eupéanisation des institutions nationales, l'UE n'a pas seulement influencé indirectement les activités des ONG mais encore directement du fait de la part croissante de ses fonds dans leur budget. Si avant l'adhésion, cet argent était distribué par le biais du programme PHARE, il l'a ensuite été dans le cadre des programmes financés par les fonds structurels et autres de l'UE (Conseil européen, 2007). L'aide financière européenne a donc substantiellement contribué à la consolidation de la société civile tchèque, à l'amélioration de sa capacité d'organisation et à la professionnalisation de ses représentants. Elle a, dans le même temps, grandement influencé la gamme des revendications émises par les ONG ainsi que l'éventail des moyens de pression qu'elles pouvaient utiliser. Alors que les agences étrangères – et tout particulièrement les fondations américaines – qui soutenaient financièrement la société civile tchèque dans les années 1990 valorisaient son rôle de « chien de garde », censé responsabiliser l'État et l'amener progressivement à rendre des comptes, l'UE a incité les ONG à nouer avec lui des relations de partenariat (Stulík, 2007 ; voir également Fagan, 2005 ; Hašková & Křížková, 2006). Loin d'encourager leur pouvoir de critique sociale, qui peut éventuellement mener à la confrontation, elle les pousse à renforcer leur aptitude à coopérer en assurant des services ou en remplissant des fonctions que le secteur public ne peut à lui seul exercer.

2.2. LES DIFFÉRENTS TYPES D'ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Penchons-nous à présent sur les organisations politisées de défense des droits qui expriment publiquement leurs revendications et orchestrent des « actions de protestation » bénéficiant d'une forte visibilité. Nous distinguons trois types de militantisme politique et civique organisé dans l'évolution postcommuniste de la société civile tchèque⁴ :

1. *Le militantisme traditionnel de défense des droits* s'appuie sur des organisations sociales composées d'adhérents, les syndicats en étant le principal exemple. Elles accèdent sans trop de difficulté à la sphère politique et collaborent avec d'autres acteurs politiques collectifs. Apparemment, elles

coordonner les initiatives dans ce domaine tandis que tous les autres ministères étaient sommés de coopérer avec les ONG vouées à la défense des droits des femmes. La nécessité d'harmoniser les lois tchèques et européennes s'imposant aux autorités pragoises, d'autres pas institutionnels ont été franchis : le ministère du Travail et des affaires sociales a créé un Département pour l'égalité des sexes qui a publié un document intitulé « Les priorités du gouvernement et les procédures de renforcement de l'égalité entre hommes et femmes », premier texte officiel consacré à la question des femmes. Les représentants des ONG de défense des femmes ont participé à la rédaction de ce document que le gouvernement tchèque a utilisé lors des négociations d'adhésion à l'UE. Après les élections de 1998, le gouvernement social-démocrate a poursuivi dans cette voie de même que le Parlement à la fin des années 1990.

4. Le matériau présenté s'inspire largement de l'analyse des données sur les actions de protestation en République tchèque depuis 1988 (ČISAŘ, 2008) ; voir Annexe 2.

mobilisent rarement les citoyens mais quand elles le font, elles démontrent une grande capacité de rassemblement et attirent de nombreux militants et sympathisants. Ce type d'autoreprésentation publique peut se résumer par la formule « peu d'événements, forte participation ». Dans notre série de données, seules 10 % de la totalité des manifestations sont imputables aux organisations traditionnelles mais elles ont, en moyenne, réuni à chaque fois le plus de personnes (2 769).

2. *Le nouveau militantisme de défense des droits* comprend de petites organisations comme celles qui se vouent à la protection de l'environnement, aux droits des femmes et aux droits de la personne. L'écho que leurs revendications peuvent rencontrer auprès des autorités varie avec le temps et le domaine concerné. Il en est de même de leur aptitude à tisser des réseaux et à coopérer avec d'autres acteurs politiques. Bien que les organisations de ce type cherchent souvent à mobiliser, elles ne parviennent à réunir publiquement qu'un petit nombre de partisans. Dans leur cas, c'est la formule « nombreux événements, faible participation » qui s'applique. D'après nos données, près de 30 % des événements relèvent de cette catégorie mais, en moyenne, chacun ne rassemble pas plus de 267 individus.

3. *Le nouveau militantisme radical* est généralement, mais pas exclusivement, fondé sur des structures organisationnelles lâches et sur des militants qui ne sont membres d'aucun groupe particulier. Les activités des groupes extrémistes de gauche et de droite appartiennent à cette catégorie. Le système politique est complètement fermé à leurs revendications. En outre, leur propension à constituer des réseaux et à coopérer est limitée et, selon toute apparence, ils mobilisent plus souvent que les organisations traditionnelles mais nettement moins que les nouvelles organisations de défense. Enfin, comparativement aux autres groupes, ils ont plus volontiers recours à des stratégies violentes et radicales. L'on en déduit que ce type d'autoreprésentation peut se résumer par la formule « faible participation, stratégie militante ». Nos données montrent que 125 individus ont, en moyenne, participé à chaque événement organisé par les groupes radicaux qui sont aussi les seuls susceptibles de mener des actions violentes (presque 10 % de leur répertoire d'action)⁵.

Au début des années 1990, le pouvoir exécutif tchèque était très disposé à communiquer avec les représentants des SMO traditionnelles (*type I*), en l'occurrence essentiellement les syndicats. De l'avis de certains, ce dialogue social – qui consistait en de vastes consultations entreprises par le gouvernement dans le cadre d'une structure tripartite (le Conseil de concertation

5. En réalité, quatre types de militantisme ont été identifiés en République tchèque, dont l'un n'est pas le fait d'organisations et de militants structurés. Nous l'avons qualifié d'« auto-organisation ». Étant donné que nous nous intéressons aux formes organisées d'action, nous l'excluons de la présente étude.

économique et sociale de la République tchèque – *Rada hospodářské a sociální dohody ČR*) – a même permis au pays d'éviter certains des excès de la transition expérimentés par d'autres États postcommunistes (Stark & Bruszt, 1998). L'on peut voir dans la pertinence des décisions politiques prises par le premier gouvernement Klaus (1992-1996) le résultat de ces échanges de vues avec les syndicats et le patronat. Les décisions importantes faisaient l'objet de négociations préliminaires au sein du Conseil tripartite. Des problèmes sont apparus lorsque ce mécanisme de concertation s'enraya au milieu des années 1990 (Bruzst, 2000), les syndicats ne regagnant une influence politique qu'en 1998 sous le gouvernement social-démocrate. À l'exception du milieu des années 1990, les syndicats ont donc bénéficié, d'abord par l'entremise du Conseil de concertation économique et sociale, d'une place relativement privilégiée dans la vie politique, laquelle leur fut rendue par les sociaux-démocrates qui ont été au pouvoir de 1998 à 2006 (voir Hála *et al.*, 2002). Depuis les élections de 2006 d'où est issue l'actuelle coalition gouvernementale de centre droit, dirigée par Mirek Topolánek du Parti civique démocratique (*Občanská demokratická strana* – ODS), leur marge de manœuvre s'est de nouveau réduite.

Dans les années 1990, la fermeture de la scène politique aux SMO (voir *supra*) affecte également les « nouvelles » organisations de défense des droits (*type 2*). Au début de la décennie, celles-ci connaissent une période d'ouverture institutionnelle et de possibilité de s'exprimer qu'elles voient se clore avec la prise de fonction du premier gouvernement Klaus en 1992. La situation s'améliore après la chute du second gouvernement Klaus à la fin de 1997, les organisations accédant de nouveau aux institutions sous le double effet de l'arrivée au pouvoir des sociaux-démocrates et des pressions de l'Union européenne en faveur de réformes institutionnelles dans le cadre du processus de préadhésion.

Comme le montrent nos données, les mouvements de protection de l'environnement, qui étaient parvenus à se constituer même pendant la période peu propice des années 1990, étaient les plus visibles parmi les nouvelles SMO (voir aussi Fagan, 2004). Puisqu'il leur était impossible de trouver des partenaires au sein du système politique, leur stratégie a consisté à capter l'attention des médias. Tel fut le cas d'une de leurs grandes campagnes menée dans les années 1990 pour s'opposer à la construction d'un deuxième réacteur à Temelin, en Bohême du Sud. Les organisations anti-nucléaires ont régulièrement bloqué le site afin de rendre le public conscient des dangers que la centrale faisait courir et de pousser les autorités à revenir sur leur décision (Čisař, 2004).

D'autres organisations nouvelles défendaient, entre autres, la cause des femmes, celles des homosexuels, des minorités ethniques et, tout particulièrement, des Roms (voir également Flam, 2001). Avec les mouve-

ments environnementalistes, elles étaient les plus déterminées à obtenir un rôle politique dans le système démocratique émergent. Elles se percevaient comme un contrepoids aux partis et à la classe politiques, c'est-à-dire aux politiciens de métier et à leurs intérêts. Au niveau international, elles étaient très soutenues par des programmes d'aide financés tant par des fondations américaines et européennes que par des fonds publics des pays européens et des États-Unis. Depuis le début des années 1990, ces programmes ont apporté une aide financière et technique à des initiatives civiques et aux SMO qui, bien que naissantes ont su se faire une place dans la nouvelle société civile (Meldelson & Glenn, 2002 ; Mareš *et al.*, 2006; Císař, 2008). Au niveau national, les efforts de ces organisations (les plus récentes en particulier) étaient encouragés par le président Václav Havel dont le soutien enthousiaste était diamétralement opposé aux réticences du Premier ministre de l'époque, Václav Klaus.

Les mouvements politiques d'extrême droite et d'extrême gauche (*type 3*), de petite envergure mais relativement visibles, se sont formés dans les années 1990. À gauche, il s'agissait essentiellement de groupes anarchistes et, dans une certaine mesure, communistes ; à droite, ils s'apparentaient à diverses plateformes du mouvement skinhead (Bastl, 2001 ; Mareš, 2003; Tomek & Slačálek, 2006). Les groupes radicaux ont été constamment confrontés à une structure d'opportunité politique hermétiquement fermée tant au niveau institutionnel qu'à celui de l'expression politique. Ils n'ont ni bénéficié d'un accès institutionnel ni réussi à inscrire leurs revendications dans le débat politique tchèque. Perçues comme extrémistes, ces organisations ont été surveillées de près par les autorités de contrôle de l'application des lois (Ministerstvo vnitra, 1999-2005).

En règle générale, les mouvements radicaux n'ont pas été à même de mobiliser plus massivement au niveau *politique* et cela, pour plusieurs raisons. Comme nous venons de le dire, ils se heurtaient à une structure d'opportunité politique nationale qui leur était fermée. Pourtant, même si elle leur avait été ouverte, ils n'en auraient pas exploité les possibilités : l'objectif qu'ils poursuivent ne se situe pas à l'intérieur du système politique établi puisque certains visent à abolir par une révolution la démocratie et l'économie capitaliste. Ces mouvements refusent de collaborer avec le « système » et, renonçant aux voies habituelles de la représentation politique, ils cherchent d'autres moyens de s'exprimer politiquement. Ils se conforment à l'idéal type des mouvements de la contre-culture qui « puisent leur identité dans le conflit et la confrontation avec les autres groupes » (Duyvendak & Guigni, 1995, p. 84). En conséquence, ils n'ont pas éveillé dans la société la résonance nécessaire pour avoir une quelconque influence politique.

Jusqu'ici, nous nous sommes concentrés sur le développement du militantisme politique organisé et sur l'infrastructure organisationnelle de la société civile après 1989. Comme l'attestent l'indice de l'USAID et nos données (Annexes 1 et 2), la plupart des organisations militantes et politisées ont progressivement acquis une capacité de défense assez efficace (à l'exception évidente des plateformes radicales). Alors que les organisations de défense traditionnelles se sont formées et ont agi dès le début des années 1990, les nouvelles n'ont gagné en influence que vers la fin de cette décennie en relation avec le processus d'adhésion à l'UE.

3. L'ENGAGEMENT CIVIQUE ET POLITIQUE EN RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Nous allons à présent examiner la mobilisation politique en République tchèque sous une autre optique. Après nous être intéressés à l'action collective, c'est-à-dire aux organisations issues de la société civile, nous consacrerons la suite de cet article à l'engagement individuel des citoyens tchèques. Quelle est la place respective des activités des organisations de la société civile et de l'engagement de la population tchèque ? Les citoyens tchèques participent-ils à la vie politique et civique de leur pays ou cherchent-ils plutôt à fuir la politique ? Telles sont les questions auxquelles nous allons tenter de répondre.

L'engagement civique et politique des citoyens est, de l'avis général, au « cœur de la démocratie » (Verba *et al.*, 1995, p. 1) et indispensable à sa « bonne santé » (Norris, 2002, p. 5). Comme nous l'avons dit précédemment, dans presque tous les pays postcommunistes, la transition démocratique s'est accompagnée de la mobilisation croissante des citoyens soit sous la forme d'actions collectives telles que des grèves ou des manifestations, soit à l'occasion des premières élections libres qui leur ont permis de renouveler la classe politique (Wessels & Klingemann, 1998). L'engagement civique a ensuite décliné. Si l'on compare la situation avec celle qui prévaut dans les anciennes démocraties, l'on constate que les citoyens des pays postcommunistes affichent des taux de participation politique inférieurs, de même qu'ils sont moins nombreux à adhérer à des partis politiques, à des associations sociales ou à s'intéresser à la politique (Bernhagen & Marsh, 2007 ; Barnes, 2006 ; Howard, 2003 ; Mishler & Rose, 1997). En conséquence, les citoyens centre-européens sont souvent décrits comme politiquement « apathiques ».

Habituellement, la faiblesse de l'engagement civique est considéré comme un legs du passé communiste (Bernhagen & Marsh, 2007 ; Howard, 2003). Non seulement le régime communiste ne laissait pas les citoyens évoluer librement dans les sphères civique et politique mais il les obligeait à s'engager dans diverses associations, à prendre part à des réunions ou à

des rassemblements politiques. Le faible niveau actuel d'engagement des habitants des pays d'Europe centrale s'expliquerait par la frustration née de cette participation forcée. Selon certains auteurs cependant, celle-ci a également eu un effet opposé (Letki, 2003). D'après eux, même lorsqu'il était obligatoire et non démocratique, l'engagement politique et civique était un vecteur de socialisation au travers duquel les citoyens ont acquis un savoir-faire et des comportements susceptibles de leur servir par la suite dans un environnement démocratique. L'on en déduit que l'héritage communiste ne peut être la seule cause de la faiblesse de l'engagement civique et qu'il faut, par conséquent, la chercher ailleurs.

3.1. L'ENGAGEMENT EN RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : LE NIVEAU AGRÉGÉ

Dans quelle mesure la population tchèque participe-t-elle à des activités politiques et civiques et quelles sont les formes que prend cet engagement ? C'est ce qu'illustre le Tableau 2 sur la base de l'enquête menée par l'ISSP en 2004⁶.

Comme nous ne traitons pas ici des formes électorales de participation politique, il nous faut explorer attentivement toutes les possibilités prévues dans le tableau : la participation, récente ou non, à l'une des activités citées, la non-participation n'excluant pas un passage à l'acte si l'occasion se présentait et, enfin, la non-participation allant jusqu'au refus même d'en envisager une. En effet, hormis le vote, ces formes d'engagement sont souvent pratiquées en réaction à un événement – par exemple, la construction projetée d'une centrale nucléaire ou d'un incinérateur. Autrement dit, il faut un déclic pour que la population soit prête à se mobiliser. À la différence des élections, qui sont une occasion de participer régulière et quasi universelle, les stimuli provoquant d'autres types de comportement politique dépendent d'un événement spécifique, d'un problème précis et de l'existence de leaders à même de mobiliser les individus (Rosenstone & Hansen, 2003). En conséquence, de nombreux chercheurs s'intéressent davantage au potentiel d'action qu'au comportement réel et donc à ceux qui n'ont pas agi mais le pourraient plutôt qu'à ceux qui sont passés à l'acte. Le potentiel d'action est la propension d'un individu à faire une action, c'est-à-dire à se mobiliser (Barnes, 2006 ; Thomassen & van Deth, 1998). Étant donné que cette approche implique des personnes potentiellement actives mais que nul facteur déclenchant n'est venu motiver jusque-là, elle est censée résoudre le problème de l'ouverture ou non de fenêtres d'opportunité.

6. Notre étude se sert des données issues du Programme international d'enquêtes sociales (ISSP – *International Social Survey Programme*) qui, en 2004, portait sur la citoyenneté. Ce sondage aléatoire à plusieurs degrés a été réalisé dans 39 pays et avait pour thème les citoyens et l'État. L'échantillon se composait de 1 322 Tchèques âgés d'au moins 18 ans auxquels le questionnaire a été soumis et qui ont été interrogés en septembre et novembre 2004. Le taux de réponse fut de 46,86 %.

TABLEAU 2
L'engagement des citoyens en République tchèque

L'engagement politique (en %)				
	Dans l'année écoulée	Dans un passé plus lointain	Ne l'a pas fait mais pourrait le faire	Ne l'a pas fait et ne le fera jamais
Signer une pétition	8,7	24,7	21,8	44,8
Acheter ou boycotter un produit	5,8	8,7	22,0	63,5
Prendre part à une manifestation	1,8	18,9	21,1	58,2
Assister à une réunion ou à un rassemblement politique	1,7	19,5	19,3	59,5
Contacteur un homme politique	3,4	6,3	22,7	67,6
Donner de l'argent	7,4	14,3	18,6	59,7
Contacteur les médias	1,3	3,5	17,2	78,0
Participer sur Internet à un forum ou un groupe de discussion politique	1,9	1,8	16,3	80,0

L'engagement civique (en %)				
	Membre actif	Membre inactif	Ancien membre	Jamais appartenu
Syndicats	2,9	8,3	35,5	53,3
Église et organisations religieuses	4,4	15,3	6,0	74,3
Associations sportives culturelles ou de loisir	10,9	9,7	31,4	48,0
Autres associations	5,9	7,5	22,4	64,2

Source : ISSP, 2004, « Citoyenneté ». Cf. Sociologický ústav Akademie věd ČR (SOU) ; <http://archiv.soc.cas.cz/>

Comme le démontre la partie supérieure du Tableau 2, très peu de citoyens se sont investis dans une quelconque activité politique l'année qui a précédé l'enquête. De même, aucune action n'a été entreprise par plus de la moitié des personnes interrogées ni pendant les 12 mois antérieurs ni même dans le passé. Signer une pétition est le moyen le plus fréquent d'expression politique, 33,4 % des répondants y ayant déjà eu recours. En République tchèque comme ailleurs, signer une pétition est l'action qui demande le moins d'efforts aux individus (Verba *et al.*, 1995). Les dons d'argent occupent la deuxième place, 21,7 % des personnes interrogées en ayant fait à un moment ou un autre. Notons que, dans les deux cas, pour une grande partie des individus, leur geste est assez récent puisqu'ils l'ont accompli dans l'année écoulée. Cela signifie que ce sont des comportements courants et qu'ils ne résultent pas de la recrudescence de la mobilisation civique qui a eu lieu pendant la « révolution de velours » en 1989. Il en va de même pour

l'achat ou le boycottage délibéré de produits, le fait de contacter des hommes politiques ou les médias ou la participation sur Internet à un forum de discussion politique. La moitié au moins des individus qui ont déclaré s'être adonnés à l'une de ces activités l'ont fait dans l'année écoulée. À l'inverse, si plus de 20 % des personnes interrogées ont assisté à une réunion ou à un rassemblement politique, moins de 2 % d'entre elles l'ont fait les douze derniers mois. Enfin, les actions consistant à contacter un homme politique ou un média et à participer à un forum sur Internet sont les moins fréquentes de toutes (moins de 5 %). En somme, les Tchèques font preuve d'un faible potentiel d'action pour l'ensemble des activités recensées, aucune, à part la signature (réelle ou éventuelle) d'une pétition, n'ayant rassemblé plus de la moitié des personnes interrogées.

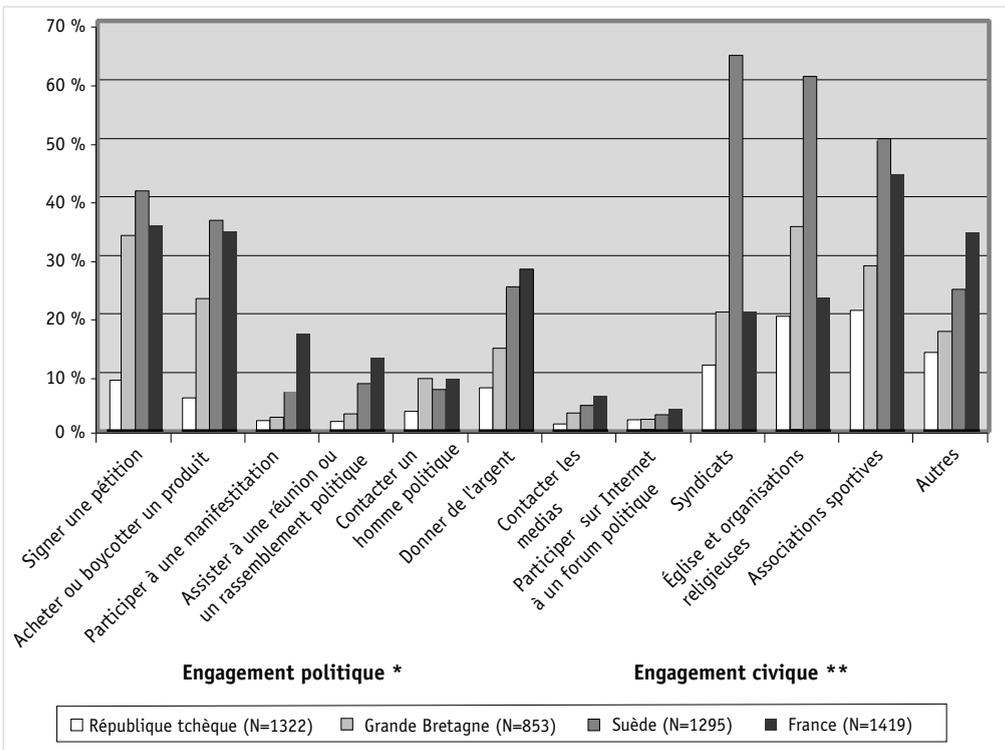
Vers quelles associations les citoyens tchèques se tournent-ils lorsqu'ils s'engagent ? La réponse à cette question se trouve dans la partie inférieure du Tableau 2 et il en ressort qu'aucun des types d'association ne parvient à attirer plus du quart des personnes interrogées. Les domaines sportif et religieux réunissent le plus de personnes (20 %), 11,2 % sont membres d'un syndicat et elles sont légèrement plus nombreuses (13,4 %) à adhérer à d'autres associations. Comme on pouvait le prévoir, seule une minorité des membres est active, à l'exception de ceux des associations sportives où le nombre de membres actifs dépasse légèrement celui des inactifs. Dans toutes les catégories observées, le nombre d'adhérents a chuté comme l'indique la colonne « ancien membre ». Ainsi les syndicats ont perdu plus de la moitié de leurs membres (11,11 % des personnes interrogées disent être syndiquées, 35 % ne le sont plus). Ces résultats corroborent la thèse de la frustration de citoyens que le régime communiste avaient contraints d'adhérer à des associations sociales (Howard, 2003).

Si l'on compare la République tchèque aux trois démocraties européennes plus anciennes que sont la Grande-Bretagne, la Suède et la France (Figure 1), il apparaît que, dans la première, les engagements civique et politique sont bien moindres que dans les deux autres ; au sein de ce groupe, la Suède affiche des taux supérieurs, qu'il s'agisse de l'engagement civique ou de certaines formes d'engagement politique ; quant à la France, son taux d'engagement politique est élevé, surtout dans ses formes collectives, mais la société civile est moins active que dans les deux autres pays.

La Figure 1 montre que l'engagement politique de la population tchèque se distingue fortement de celui constaté dans les trois autres pays. Ces résultats confirment les conclusions des enquêtes de l'ISSP qui comparent les pays postcommunistes aux démocraties occidentales. Les citoyens ouest-européens l'emportent sur ceux de la République tchèque pour toutes les formes d'engagement politique, ce qui se vérifie même quand on compare cette dernière à l'une des démocraties européennes les moins

actives dans ce domaine, à savoir la Grande-Bretagne. La différence la plus frappante concerne l'engagement individuel – signature d'une pétition, achat ou boycottage de produits, contacter des hommes politiques ou des médias, soutien financier – qui, dans les anciennes démocraties, est au moins deux fois supérieur à celui observé en République tchèque. S'agissant des deux premières formes (pétition et achat-boycottage), les citoyens qui les pratiquent sont en moyenne quatre fois plus nombreux en Grande-Bretagne, en Suède et en France qu'en République tchèque.

FIGURE 1
L'engagement des citoyens en République tchèque et dans trois démocraties européennes plus anciennes



* La figure indique le pourcentage de répondants ayant fait l'action dans l'année écoulée.

** La figure indique le pourcentage de répondants qui appartient à un groupe, qu'ils soient actifs ou inactifs.

Source : ISSP, 2004, « Citoyenneté ».

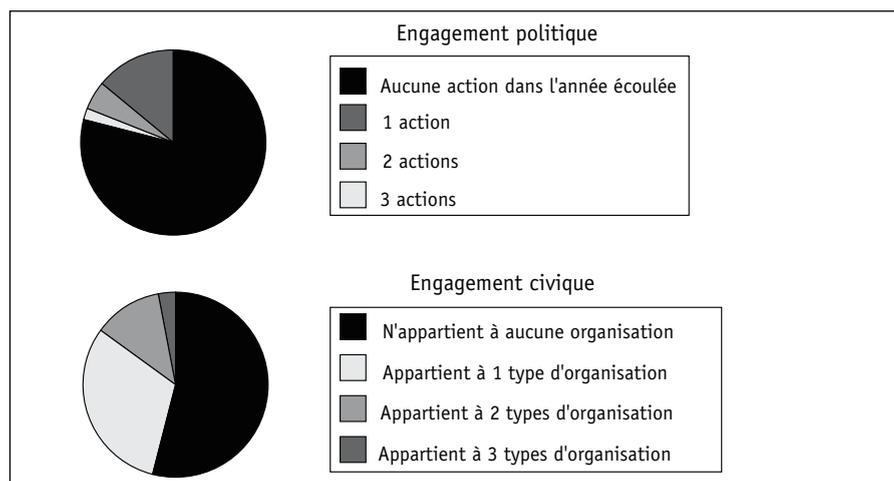
L'examen de l'engagement civique dans les quatre pays aboutit à des conclusions très similaires. Toutefois, des différences se font jour entre engagements civique et politique. En particulier, l'engagement civique varie significativement au sein des trois anciennes démocraties. Parallèlement, bien que les Tchèques soient moins nombreux que les Européens de l'Ouest à adhérer à des organisations ou associations de la société civile, si

l'on prend les taux d'adhésion observés pour chacune d'entre elles, l'écart n'est plus aussi marqué. Cela est notamment vrai pour les organisations religieuses qui connaissent des taux du même ordre en République tchèque et en France (20 % environ dans les deux pays).

3.2. L'ENGAGEMENT EN RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : LE NIVEAU INDIVIDUEL

L'analyse ci-dessus portait sur l'engagement civique et politique à un niveau agrégé, ce qui revenait à se demander combien de citoyens accomplissaient telle ou telle action. Cependant, cette approche ne nous apprend rien sur la participation individuelle. Elle n'indique pas si les taux de participation obtenus étaient le fait d'un petit groupe de citoyens actifs dans différentes formes d'engagement ou si les citoyens tchèques s'étaient tous impliqués mais chacun dans une seule forme. La Figure 2 présente l'engagement civique et politique du point de vue individuel. Autrement dit, elle précise quelle proportion de citoyens a fait combien d'actions civiques et politiques dans l'année écoulée.

FIGURE 2
Le niveau individuel d'engagement en République tchèque



Source : ISSP, 2004, « Citoyenneté » ; N=1 322.

Nous constatons que, dans l'année écoulée, plus de trois quarts des citoyens tchèques ne s'étaient adonnés à aucune des activités politiques retenues dans l'enquête et plus de la moitié d'entre eux (54 %) n'appartenait à aucun groupe ou association de la société civile. Pour ce qui est de l'engagement politique, 14 % des personnes interrogées ont déclaré n'avoir fait, depuis douze mois, qu'une des actions mentionnées et seulement 7 % au moins deux. Encore une fois, le niveau d'engagement politique est beaucoup plus bas en République tchèque que dans les autres

pays : en Grande-Bretagne, seuls 50 % des citoyens n'avaient rien entrepris tandis qu'en Suède et en France, leur part était encore moindre (34 % et 37 % respectivement).

En termes d'engagement civique, environ un tiers des Tchèques est membre d'un groupe ou d'une association de la société civile ; 12 % appartiennent à deux organisations et 3 % seulement à trois ou plus. Pour ce qui est de l'engagement politique, la différence entre la République tchèque et les autres pays se vérifie également, même si elle est moindre. Elle s'explique par la dissimilitude des taux d'adhésion dans les trois démocraties occidentales. Ainsi, 35 % des Français et 40 % des Britanniques, contre 54 % des Tchèques, ne sont membres d'aucune association tandis que les Suédois s'avèrent les plus actifs puisque seuls 10 % d'entre eux sont dans ce cas.

Le niveau individuel d'analyse témoigne de la faiblesse de l'engagement de la population en République tchèque dont les citoyens sont proportionnellement beaucoup moins actifs du point de vue politique et civique que ceux des anciennes démocraties européennes. Signer une pétition est le plus courant (33 %) des gestes politiques et la part des répondants n'en ayant fait aucun se monte même à 45 %. Quant à l'engagement civique, il se limite essentiellement aux secteurs sportif et religieux (environ 20 % chacun) et plus de la moitié des répondants n'est membre d'aucune association.

CONCLUSION

Indépendamment du manque avéré de participation individuelle, un solide réseau d'organisations s'est développé en République tchèque. Comme l'indiquent nos données, il a servi de fondement à l'émergence d'un militantisme politique relativement efficace. Ceux qui jettent un regard sceptique sur la mobilisation en Europe centrale et orientale estiment que la non-participation des individus est un indicateur général de la faiblesse du militantisme politique et de la société civile organisée. À l'instar de certaines contributions récentes sur le militantisme dans les pays centre et est-européens, nous nous refusons à assimiler le manque de participation au manque de militantisme et invitons fermement le lecteur à reconsidérer la relation entre l'un et l'autre. Pour nous, les notions de participation-engagement et de militantisme sont très différentes du point de vue conceptuel. Alors que la première se réfère à ce que le citoyen fait en tant qu'individu, c'est-à-dire au niveau micro, lorsqu'il s'engage politiquement, la seconde recouvre les activités des défenseurs plus ou moins organisés des droits politiques et sociaux qui, eux, se situent au niveau intermédiaire. Les deux notions étant différentes sur le plan conceptuel, la participation sans militantisme est concevable de même que le militantisme sans participation. C'est ce dernier qui semble caractériser la société tchèque postcommu-

niste. Ainsi, bien que nous ayons démontré que les citoyens tchèques participaient moins que leurs homologues des démocraties consolidées, cela ne signifie nullement que la société civile tchèque soit peu réactive. La société civile comprise comme un ensemble d'organisations et de groupes intermédiaires peut prospérer même si la participation individuelle des citoyens lui fait défaut.

(Traduit de l'anglais par Stéphanie Cirac)

ANNEXES

ANNEXE 1

Entretiens

Afin de rassembler des informations sur les organisations de défense des droits de l'homme, de protection de l'environnement et de défense des droits des femmes, nous avons réalisé des entretiens auprès d'informateurs clés (voir Blee & Taylor, 2002). Seuls les entretiens avec les représentants des principales organisations sont mentionnés ci-dessous, la plupart ayant été menés au cours du printemps et de l'été 2006. Nos interlocuteurs ont été sélectionnés en fonction de leur rôle dans l'organisation et, le plus souvent, il s'agit de son leader. Nous avons communiqué par mail avec des personnages clés des mouvements anarchistes pour qu'ils nous expliquent leurs objectifs et leurs activités.

Échange de mails 1. Un militant anarchiste occupant une position importante, 01. 2007.

Échange de mails 2. Un militant anarchiste occupant une position importante, 02. 2007.

Interview 1. Amnesty International République tchèque, vice-président, Brno, 10.03.2006.

Interview 2. Groupe anarcho-féministe (*Anarchofeministická skupina*), militante, Prague, 15.02.2006.

Interview 3. Conseil du gouvernement de la République tchèque pour les droits de l'homme (*Rada vlády ČR pro lidská práva*), ancienne vice-présidente, Prague, 08.01.2008.

Interview 4. Centre pour la citoyenneté, les droits civiques et les droits de la personne (*Poradna pro občanství, občanská a lidská práva*), vice-directrice, Prague, 24.01.2008.

Interview 5. Union tchèque des femmes (*Český svaz žen*), directrice, Prague, 07.04.2006.

Interview 6. Lobby tchèque des femmes (*Česká ženská lobby*), vice-directrice, Prague, 16.03.2007.

Interview 7. Gender Studies o.p.s., directrice, Prague, 27.04.2006.

Interview 8. Greenpeace Czech Republic (*Česká pobočka Greenpeace*), directeur, Prague, 09.05.2006.

Interview 9. Ligue des droits de l'homme (*Liga lidských práv*), directeur, Brno, 22.01.2008.

Interview 10. Les insoumis (*Nesehnutí*), militant, Brno, 15.02.2006.

Interview 11. Mouvement « Arc en ciel » (*Hnutí duha*), directeur, Brno, 17.03.2006.

Interview 12. Transparency International Czech Republic, responsable de projet, Prague, 15.11.2002.

ANNEXE 2

L'analyse des actions de protestation

Dans notre article, nous avons repris les outils d'analyse de la mobilisation protestataire (*Protest Event Analysis – PEA*) couramment utilisés pour tracer la configuration de la mobilisation politique dans le cadre d'un régime particulier (Tarrow, 1989 ; Tilly, 1995 ; Imig & Tarrow, 2001 ; Koopmans & Rucht, 2002 ; Tilly & Tarrow, 2007). Par « action de protestation », nous entendons soit un rassemblement de trois personnes au moins venues formuler dans l'espace public des revendications qui touchent aux intérêts d'un acteur institutionnel ou collectif, soit une pétition adressée à un acteur institutionnel ou collectif.

Notre recherche se fonde sur les archives électroniques de l'Agence de presse tchèque (*Česká tisková kancelář – ČTK*) qui conserve des données sur tous les événements importants s'étant produits en République tchèque depuis 1988. Nous avons ainsi constitué un catalogue des actions de protestation qui ont eu lieu entre 1993 et 2005. Nous avons retenu cinq des treize années incluses dans le projet – 1993, 1996, 1999, 2002 et 2005 – et codé tous les événements survenus durant ces cinq années, soit 1 043. Notre échantillon n'était pas constitué de jours particuliers mais couvrait la totalité de la semaine. Nous avons effectué une recherche sur Internet et recueilli les informations disponibles à l'aide de treize mots-clés communément utilisés dans les comptes rendus des actions protestataires : protestation, manifestation, pétition, boycottage, grève, marche, blocage, rassemblement, barricade, défilé, performance, happening et confrontation. Toutes les actions sélectionnées ont ensuite été codées pour les variables suivantes : date, lieu, organisateur (sujet), nombre d'organiseurs, répertoire d'action, revendication, objectif (objet de la revendication) et nombre de participants (voir également Ekiert & Kubik, 2001, pp. 116-139).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BARŠOVÁ A. (2002), « Partnerství gayů a lesbiček: Kdy dozraje čas pro změnu? » (Les couples gays et lesbiens : quand le temps du changement viendra-t-il ?), *Sociální studia*, n° 7, pp. 173-185.
- BARNES S.H. (2006), « The Changing Political Participation of Post-communist Citizens », *International Journal of Sociology*, Vol. 36, n° 2, pp. 76-98.
- BASTL M. (2001), *Radikální levice v České republice: devadesátá léta dvacátého století* (La gauche radicale en République tchèque : les années 1990), Brno: IIPS.
- BERNHAGEN P. & MARSH P. (2007), « Voting and Protesting: Explaining Citizen Participation in Old and New European Democracies », *Democratization*, Vol. 14, n° 1, pp. 44-72.
- BLEE K. & TAYLOR V. (2002), « Semi-Structured Interviewing in Social Movement Research », in B. Klandermans & S. Staggenborg, eds., *Methods of Social Movement Research*, Minneapolis, London: University of Minnesota Press, pp. 92-117.
- BRUSZT L. (2000), « Constituting Markets: The Case of Russia and the Czech Republic », in M. Dobry, ed., *Democratic and Capitalist Transition in Eastern Europe*, Dordrecht: Kluwer Academic Publisher, pp. 197-221.
- CÍSAŘ O. & VRÁBLÍKOVÁ K. (2007), « The Europeanization of Social Movements in the Czech Republic: Political Activism of Women's Groups », *ISPO Working Paper 2007/9* ; <http://ispo.fss.muni.cz/ispo-wp-2007-9>
- CÍSAŘ O. (2004), *Transnárodní politické sítě: jak mezinárodní instituce ovlivňují činnost nevládních organizací* (Les réseaux politiques transnationaux : l'influence des institutions internationales sur l'action des organisations non gouvernementales), Brno: IIPS.
- CÍSAŘ O. (2008), *Political Activism in the Czech Republic*, Manuscript.
- Conseil européen (2007), *Dopady členství České republiky v Evropské unii na nestátní neziskové organizace v programovacím období 2004-2006* (Les répercussions sur les ONG de l'adhésion de la République tchèque à l'Union européenne, période de programmation 2004-2006), Praha: RNN0, pp. 9-12 ; <http://www.vlada.cz/scripts/detail.php?id=21139>
- DUYVENDAK J.W. & GIUGNI M.G. (1995), « Social Movement Types and Policy Domains », in H. Kriesi, R. Koopmans, J. W. Duyvendak & M. G. Giugni, eds., *New Social Movements in Western Europe. A Comparative Analysis*, London: UCL Press, pp. 82-110.
- EKIERT G. & KUBIK J. (2001), *Rebellious Civil Society: Popular Protest and Democratic Consolidation in Poland, 1989-1993*, Ann Arbor: The University of Michigan Press.

- FAGAN A. (2004), *Environment and Democracy in the Czech Republic. The Environmental Movement in the Transition Process*, Cheltenham, Northampton: Edward Elgar.
- FAGAN A. (2005), « Taking Stock of Civil-Society Development in Post-Communist Europe: Evidence from the Czech Republic », *Democratization*, Vol. 12, n° 4, pp. 528-547.
- FAGAN A. (2000), « Environmental Protest in the Czech Republic: Three Stages of Post-Communist Development », *Czech Sociological Review*, Vol. 8, n° 2, pp. 139-156.
- FLAM H., ed. (2001), *Pink, Purple, Green: Women's, Religious, Environmental, and Gay/Lesbian Movements in Central Europe Today*, Boulder, Colorado: East European Monographs.
- FRIČ P. & ŠILHÁNOVÁ H. (2001), « Neziskový sektor v ČR – shrnutí » (Le secteur associatif en République tchèque – bilan), in Pavol Frič and Rochdi Goulli, eds., *Neziskový sektor v České republice. Výsledky mezinárodního srovnávacího projektu Johns Hopkins University* (Le secteur associatif en République tchèque. Les résultats de l'étude comparative internationale de la Johns Hopkins University), Praha: Eurolex Bohemia, pp. 11-32.
- FRIČ P., GOULLI R., TOEPLER S. & SALAMON L. (1999), « The Czech Republic », in L. Salamon, R. List, S. Toepler, W. Sokolowski and Associates, *Global Civil Society: Dimensions of the Nonprofit Sector*, Baltimore, MD: Johns Hopkins Center for Civil Society Studies, pp. 285-303.
- FRIČ P. (2001), « Společensko politický kontext aktuálního vývoje neziskového sektoru v ČR » (Le contexte socio-politique de l'évolution du secteur associatif en République tchèque), in P. Frič & R. Goulli, eds., *Neziskový sektor v České republice. Výsledky mezinárodního srovnávacího projektu Johns Hopkins University* (Le secteur associatif en République tchèque. Les résultats de l'étude comparative internationale de la Johns Hopkins University), Praha: Eurolex Bohemia, pp. 73-125.
- GRABBE H. (2003), « Europeanization Goes East: Power and Uncertainty in the EU Accession Process », in K. Featherstone & C. Radaelli, eds., *The Politics of Europeanization*, Oxford, New York: Oxford University Press, pp. 303-325.
- HABERMAS J. (1996), *Between Facts and Norms. Contributions to a Discourse Theory of Law and Democracy*, Cambridge, Mass.: The MIT Press.
- HÁLA J., KROUPA A., MANSFELDOVÁ Z., KUX J., VAŠKOVÁ R. & PLESKOT I. (2002), *Rozvoj sociálního dialogu v ČR* (Le développement du dialogue social en République tchèque), Praha: VÚPSV.
- HAŠKOVÁ H. & KŘÍŽKOVÁ A. (2006), « Rozhodčí a hráči: Vliv socio-ekonomické transformace a evropské integrace na ženské občanské skupiny » (Décideurs et acteurs : l'influence de la transformation socio-économique et de l'intégration européenne sur les groupes de femmes), in H. Hašková, A. Křížková & M. Linková, eds., *Mnohohlasem: vyjednávání ženských*

- prostorů po roce 1989* (Polyphonie : émergence des espaces féminins après 1989), Praha: Sociologický ústav Akademie věd ČR, pp. 89-102.
- HOWARD M.M. (2003), *The Weakness of Civil Society in Post-Communist Europe*, Cambridge: Cambridge University Press.
- IMIG D. & TARROW S., eds. (2001), *Contentious Europeans. Protest and Politics in an Emerging Polity*, Lanham, Boulder, New York, Oxford: Rowman and Littlefield.
- KOOPMANS R. & RUCHT D. (2002), « Protest Event Analysis », in B. Klandermans & S. Staggenborg, eds., *Methods of Social Movement Research*, Minneapolis, London: University of Minnesota Press, pp. 231-259.
- LETKI N. (2003), « Explaining Political Participation in East-Central Europe: Social Capital, Democracy and the Communist Past », *Nuffield College Politics Working Paper 2003-W2*, University of Oxford.
- LONG S. (1999), « Gay and Lesbian Movements in Eastern Europe: Romania, Hungary, and the Czech Republic », in B. Adam, J.W. Duyvendak & A. Krouwel, eds., *The Global Emergence of Gay and Lesbian Politics: National Imprints of a Worldwide Movement*, Philadelphia: Temple University Press, pp. 242-262.
- MARKSOVÁ-TOMINOVÁ M. (1999), *Formy ženských aktivit* (Les formes du militantisme féminin), Praha: Gender Studies.
- MAREŠ M. (2003), *Pravicový extremismus a radikalismus v ČR* (L'extrémisme et le radicalisme de droite en République tchèque), Brno: Barrister & Principal Centrum strategických studií.
- MAREŠ P., KREUZIGEROVÁ P. & MARIAN J. (2006), *Zahraniční pomoc v Česku a Československu po listopadu 1989: cíle, formy a výsledky* (L'aide internationale en Tchécoslovaquie et en République tchèque après novembre 1989 : objectifs, formes et conséquences), Praha: Association for International Affairs.
- MENDELSON S. & GLENN J., eds. (2002), *The Power and Limits of NGOs*. New York: Columbia University Press.
- Ministerstvo vnitra – ministère de l'Intérieur (1999-2005), *Zprávy o problematice extremismu na území České republiky* (Informations sur la problématique de l'extrémisme en République tchèque); <http://www.mvcr.cz/dokument/index.html#extrem>
- MISHLER W. & ROSE R. (1997), « Trust, Distrust and Skepticism: Popular Evaluations of Civil and Political Institutions in Post-Communist Societies », *Journal of Politics*, Vol. 59, n° 2, pp. 418-451.
- MUSILOVÁ M. (1999), *Vývoj politiky rovných příležitostí mužů a žen v České republice kontextu evropské integrace* (La politique d'égalité des chances des hommes et des femmes en République tchèque : son évolution dans le contexte de l'intégration européenne), Praha: SOÚ AV ČR.
- MÜLLER J. (2002), *Kapitalizace českých nadací* (Le financement des fondations tchèques), Praha: Fórum dárců.

- NORRIS P. (2002), *Democratic Phoenix: Reinventing Political Activism*, New York: Cambridge University Press.
- PETROVA T. & TARROW S. (2007), « Transactional and Participatory Activism in the Emerging European Polity: The Puzzle of East Central Europe », *Comparative Political Studies*, Vol. 40, n° 1, pp. 74-94.
- RADA VLÁDY (2002-2006), *Výroční zprávy Rady vlády pro nestátní neziskové organizace 2002-2006* (Rapport annuel du Conseil national des ONG à but non lucratif, 2002-2006), Praha: RNNO ; <http://www.vlada.cz/cs/rvk/rnno/vzpravy/vzpravy.html>
- ROSENSTONE S.J & HANSEN J.M. (2003), *Mobilization, Participation, and Democracy in America*, New York: Longman.
- SALAMON L., HADDOCK M., SOKOLOWSKI W. & TICE H. (2007), *Measuring Civil Society and Volunteering: Initial Findings from Implementation of the UN Handbook on Nonprofit Institutions*, Working Paper No. 23, Baltimore: Johns Hopkins Center for Civil Society Studies.
- STARK D. & BRUSZT L. (1998), *Postsocialist Pathways. Transforming Politics and Property in East Central Europe*, Cambridge: Cambridge University Press.
- STULÍK D. (2006), « Civil Society in Central Europe: An Ever-changing Landscape. How NGOs have Adapted to Shifting Donor Strategies », in *The 2006 NGO Sustainability Index for Central and Eastern Europe and Eurasia*, USAID, pp. 34-43 ; http://www.usaid.gov/locations/europe_eurasia/dem_gov/ngoindex/2006/
- STULÍK D. (2007), « Vliv členství České republiky v Evropské unii na postavení českých nestátních neziskových organizací a jejich zapojení do společnosti » (L'influence de l'adhésion de la République tchèque à l'Union européenne sur le développement des ONG à but non lucratif et leur intégration dans la société), in *Dopady členství České republiky v Evropské unii na nestátní neziskové organizace v programovacím období 2004-2006* (Les répercussions sur les ONG de l'adhésion de la République tchèque à l'Union européenne, période de programmation 2004-2006), Praha: RNNO, pp. 9-12 ; <http://www.vlada.cz/scripts/detail.php?id=21139>
- TARROW S. (1989), *Democracy and Disorder. Protest and Politics in Italy 1965 – 1975*, Oxford: Clarendon Press.
- TEORELL J., TORCAL M. & MONTERO J.R. (2007), « Political Participation. Mapping the Terrain », in J.W. van Deth, J.R. Montero & A. Westholm, eds., *Citizenship and Involvement in European Democracies: A Comparative Analysis*, London and New York: Routledge, pp. 334-357.
- THOMASSEN J. & VAN DETH J. (1998), « Political Involvement and Democratic Attitudes », in S.H. Barnes & J. Simon, *The Postcommunist Citizen*, Budapest: Erasmus Foundation, pp. 135-165.
- TILLY C. (1995), *Popular Contention in Great Britain 1758-1834*. Cambridge, London: Harvard University Press.

- TILLY C. & TARROW S. (2007), *Contentious Politics*, Boulder, London: Paradigm Publishers.
- TOEPLER S. & SALAMON L.M. (2003), « NGO Development in Central and Eastern Europe: An Empirical Overview », *East European Quarterly*, Vol. 37, n° 3, pp. 365-378.
- TOMEK V. & SLAČÁLEK O. (2006), *Anarchismus. Svoboda proti moci* (L'anarchisme. La liberté face au pouvoir), Praha: Vyšehrad.
- USAID (2005), « The 2005 NGO Sustainability Index For Central and Eastern Europe and Eurasia. Dimensions of NGO Sustainability », in *The 2005 NGO Sustainability Index*. Washington: USAID ; http://www.usaid.gov/locations/europe_eurasia/dem_gov/ngoindex/2005/index.htm
- USAID (2006), *The 2006 NGO Sustainability Index*, Washington: USAID ; http://www.usaid.gov/locations/europe_eurasia/dem_gov/ngoindex/2006/index.htm
- VERMEERSCH P. (2006), *The Romani Movement. Minority Politics and Ethnic Mobilization in Contemporary Central Europe*, New York, Oxford: Berghahn Books.
- VERBA S., SCHLOZMAN K. & BRADY H. (1995), *Voice and Equality: Civic Voluntarism in American Politics*, Cambridge: Harvard University Press.
- VRÁBLÍKOVÁ K. (2007), « Jak zkoumat sociální hnutí? Aktivismus ženských skupin v ČR » (Comment étudier les mouvements sociaux ? Le militantisme des groupes de femmes en République tchèque), *Politologický časopis*, vol. 14, n° 3, pp. 224-246.
- WESSELS B. & KLINGEMANN H.D. (1998), « Introduction. Transformation and the Prerequisites of Democratic Opposition in Central and Eastern Europe », in S.H. Barnes & J. Simon, eds., *The Postcommunist Citizen*, Budapest: Erasmus Foundation, pp. 1-35.